

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 15 MAI 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 23/224 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 100 000 EUROS A LA SOCIETE ANONYME SPORTIVE PROFESSIONNELLE (SASP)"SPORTING CLUB DE TOULON" - CONVENTION D'OBJECTIFS - 2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/224

BUREAU DU 15 MAI 2023

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT
DE 100 000 EUROS A LA SOCIETE ANONYME
SPORTIVE PROFESSIONNELLE (SASP)"SPORTING
CLUB DE TOULON" - CONVENTION D'OBJECTIFS -
2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le projet de convention ci-annexée,

CONSIDERANT la demande de subvention présentée par la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) « Sporting Club de Toulon »,

CONSIDERANT l'image positive, en termes d'effort et d'esprit d'équipe, véhiculée par ce Club auprès de la population de la Métropole et notamment auprès des jeunes,

CONSIDERANT que la SASP « Sporting Club de Toulon » a conduit de multiples missions d'intérêt général auprès des jeunes et des scolaires durant la saison sportive 2022/2023,

CONSIDERANT également le travail réalisé par le Club en matière de cohésion sociale et de politique de la Ville,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention d'un montant de 100 000 euros (cent mille euros) à la SASP « Sporting Club de Toulon » pour la saison sportive 2022/2023.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs ci-annexée.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont prévus au Budget Principal 2023 opération n°52235, article 65748.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 mai 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION D'OBJECTIFS

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques

ENTRE

La Métropole « **Toulon Provence Méditerranée** », ayant son siège Hôtel métropolitain 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, agissant en vertu de la décision n°23/ du bureau métropolitain du ,

D'une part,

ET

La SASP « **Sporting Club de Toulon** » ayant son siège stade Bon Rencontre, avenue Aristide Briand, 83200 Toulon, représentée par son Président, Monsieur Jacques JAYET, dûment habilité,

D'autre part,

PREALABLEMENT LES PARTIES EXPOSENT :

La Métropole, au titre des compétences dont elle s'est dotée, se doit de soutenir les actions liées à la politique de la Ville et à la cohésion sociale, indispensables sur l'ensemble de son territoire.

La SASP « Sporting Club de Toulon » assure notamment la gestion des effectifs et des activités de l'équipe fanion qui participe à toutes les compétitions nationales et internationales, la gestion des rencontres de cette équipe, au recrutement des joueurs et des entraîneurs. La Métropole salue les résultats sportifs du club.

La SASP s'engage à mener de nombreuses missions d'intérêt général durant la saison sportive 2022/2023, notamment la gestion de l'école de gardiens de but, la promotion du football féminin, qui a reçu le label « argent » décerné par la Fédération Française de Football, ou encore l'organisation de tournois. La Fédération Française de Football a également salué les multiples missions d'intérêt général menées auprès des jeunes, et en particulier du public scolaire, en octroyant le label « Elite » à la SASP « Sporting Club de Toulon ». Ce sont ces missions que la SASP « Sporting Club de Toulon » entend poursuivre.

Partant du constat que le football est l'une des disciplines préférées des 15 –25 ans, tant au niveau national que local, et que la SASP « Sporting Club de Toulon » est un fer de lance de la discipline sur le territoire de la Métropole, il a été proposé de soutenir son activité.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : L'engagement de la SASP « Sporting Club de Toulon »

La SASP « Sporting Club de Toulon » s'engage à se conformer à son programme d'actions, tel que défini par son Conseil d'Administration, et à faire apparaître le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur tout support approprié et à soumettre pour validation au service Communication, tous les supports qui seront mise en place lors des évènements (carte d'invitation, affiches, programmes, ...).

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de TPM

En vertu de la décision n° 23/ du bureau métropolitain du , la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement les actions d'intérêt général menées durant la saison sportive 2022/2023 par la SASP « Sporting Club de Toulon » par le versement d'une subvention d'un montant de 100 000 € (cent mille euros), 50 000 euros à la signature de la convention et 50 000 euros courant juin 2023.

ARTICLE 3 : Les financements

La SASP « Sporting Club de Toulon » s'engage à :

- communiquer à la Métropole, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la date d'arrêt des comptes, le compte d'emploi de la subvention attribuée accompagné du rapport d'activités de l'année écoulée et du rapport financier,
- formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours,
- tenir à la disposition de la Métropole tous les éléments financiers permettant de mesurer la bonne exploitation des activités financées,

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec la SASP « Sporting Club de Toulon » afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, la SASP « Sporting Club de Toulon » s'engage à mettre à disposition de la Métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 4 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à la fin de la saison sportive à une évaluation de l'action et de la programmation sportives sur des critères à la fois quantitatifs (fréquentation, etc.) et qualitatifs (retombées économiques ou médiatiques des actions ...).

ARTICLE 5 : La durée de l'engagement de la Métropole TPM

La présente convention est conclue pour la saison sportive 2022/2023.

ARTICLE 6: L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention pour la saison sportive 2022/2023 est arrêté à cent euros (100 000 €). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.
Le comptable assignataire est le Trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la SASP « Sporting Club de Toulon ».

ARTICLE 7: Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 8: Les obligations de la SASP SPORTING TOULON VAR

La SASP « Sporting Club de Toulon » s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - * le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - * les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes par le commissaire aux comptes de la SASP, si celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole en prenant contact avec la Direction de la communication de Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 9 : Divers

La SASP « Sporting Club de Toulon » fera par ailleurs son affaire :

- du respect, pour toutes ses activités, des règles de sécurité,
- de la mise en place des actions sportives
- de la recherche de partenariats divers et autres mécénats publics ou privés.

- de la mise en place de son projet d'actions d'éducation et d'intégration défini par son Conseil d'administration,

ARTICLE 10 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 11 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la SASP « Sporting Club de Toulon »

En cas de non-respect par La SASP « Sporting Club de Toulon » de ses engagements ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, celle-ci reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : Caractère exécutoire

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à la SASP « Sporting Club de Toulon ».

ARTICLE 14 : Annexe

La présente convention comporte une annexe :

- Attestation Contrat d'Engagement Républicain (CER)

Cette annexe fait partie intégrante de la présente convention

À Toulon, le

Le Président de la Métropole
« Toulon Provence Méditerranée »

Le Président de la SASP
« Sporting Club de Toulon »

Jacques JAYET

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné Jacques JAYET, Président de la SASP SC TOULON, dûment habilité :

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le 10 janvier 2023, à Toulon.

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Jacques Jayet,
Président

SCT SASP
Stade de BON RENCO
Avenue Aristide
83000 TOULON
493 004 865 RCS

